Déclaration liminaire
CSAL
du vendredi 16 octobre 2026

Madame la Présidente,

Nous vous le rappelions encore il y a une semaine ici-même en Formation Spécialisée, deux mots s'imposent à la DGFIP : épuisement et délitement.

Épuisement des moyens, épuisement des agents et surtout, un mal-être et une résignation qui ne se cachent plus.

Les collègues parlent, alertent et leurs témoignages sont unanimes : on leur demande toujours plus, avec toujours moins.

C'est pour nous ce qui transparaît dans les résultats de l'Observatoire interne, dont la version départementale accentue encore certains items du National. Nos visites de services recueillent naturellement ces mêmes sentiments.

Délitement du sens du travail et de la motivation de nombre de nos collègues, qui de plus en plus traînent les pieds pour arriver au bureau le matin.

A force de serrer la vis, c'est toute l'administration qui craque, prend l'eau et se fissure, à l'instar de certains locaux abritant nos services, dont ceux de Tourcoing sont hélas un excellent quoique malheureux exemple.

Aujourd'hui, nous ouvrons cette séance du CSAL deux semaines après la grève et la mobilisation intersyndicale du 29 septembre.
9,64 % de grévistes dans l'ensemble de la fonction publique.
16,29 % à la seule DGFIP, 18,85 % dans le Nord, soit davantage encore que lors de la dernière mobilisation de 2025 (le National affichait alors 12,5% de grévistes).

Ces chiffres disent une chose : les agents attendent autre chose que des annonces, des intentions et des cautères sur des jambes de bois.

Sur le sujet des travaux du site de Roubaix engendrés en majeure partie par l'abandon du site de Tourcoing, nous voulons apporter les éléments suivants :

Certes notre section locale peut apparaître modeste , mais nos paroles sont appuyées par la plus importante organisation syndicale professionnelle en termes de représentativité, tous secteurs confondus, public et privé. L'alliance avec la CFTC Finances Publiques ne fait que renforcer encore cette légitimité à représenter nos collègues.

Les correspondants locaux de la CFDT et de la CFTC que vous rencontrez respectent leurs charges ainsi que leurs mandats et oeuvrent au quotidien pour la bonne tenue du dialogue social. Ils portent la voix de leurs collègues de toutes catégories.

Notre représentation tient régulièrement son engagement de siéger dans les différentes instances, quelles que soient les difficultés, et ne craint pas d'assumer sa responsabilité en ce domaine.

Avant tout soucieuse de ce qui fait à nos yeux la légitimité d'un syndicat, à savoir la défense de l'intérêt collectif, le progrès social et l'émancipation des travailleurs, la délégation CFDT-CFTC devant vous est toujours restée attentive à la préservation de la qualité du débat.

Nos méthodes et nos motivations sont guidées par la concertation, le bon sens et par le refus en toutes circonstances de l'inacceptable.

Enfin, notre section se tient autant que possible à l'écart de toutes les influences parasitant le débat libre et éclairé, loin des récupérations politiques, des idéologies prosélytes et des jugements expéditifs.

Pour cela, l'Alliance CFDT-CFTC revendique devant vous sa crédibilité et la reconnaissance de son savoir-faire.

De fait, tout interlocuteur, qu'il soit agent, encadrant, pilote ou responsable qui s'est fié un tant soit peu à l'avis de nos représentants n'a pu que s'en féliciter. Notre éclairage n'est certes qu'un parmi d'autres, mais il ne doit en tous cas pas être occulté.

A l'inverse, la tentation de juger avec mépris notre position n'a à notre connaissance jamais rapporté le moindre bénéfice.

Le sujet principal qui nous préoccupe aujourd'hui, à savoir le transfert imposé des services fiscaux de Tourcoing à Roubaix doit recevoir de votre part l'attention la plus élevée.

A l'approche de nouvelles restructurations venant une nouvelle fois fragiliser nos services, nous devons répondre à des questions qui ne se posaient pas jusqu'à aujourd'hui.

Pourquoi les agents de la DRFIP Nord sont-ils plus inquiets par les décisions de leur employeur que par les difficultés propres à l'exercice de leurs missions ?

Pourquoi ce qui est considéré comme exorbitant par la Direction ne s'applique qu'au coût de fonctionnement de l'Administration et que ce coût devient « répercutable » sur les rémunérations des agents ? N'est-ce là qu'un simple dommage collatéral ?

Comment expliquer à plusieurs services que quelles que soient leurs performances, il n'y a que la punition au bout de leurs efforts ?

Pour mémoire, le site de Tourcoing a vu le jour à peu près en même temps que le premier choc pétrolier. En un demi-siècle d'existence, il a surmonté toutes les crises, enduré tous les bouleversements. Et surtout, ses occupants ont toujours répondu présents à chaque fois vous avez demandé un effort supplémentaire. Que ce soit la fusion de la DGI et la DGCP, la dématérialisation, le prélèvement à la source ou la facturation électronique, aucune épreuve n'a mis les services de Tourcoing en défaut.

Aujourd'hui, une seule chose pourrait avoir raison de leurs engagements et de leurs capacités à encaisser les chocs : votre propre déconsidération.

En clair et sans ambiguïté, nous refusons le transfert violent des missions, des services et des collègues vers le site de Roubaix.

Ainsi et pour ce qui nous concerne, nous refusons le fatalisme qui tiendrait à expliquer qu'il n'y a rien de positif à faire et que notre rôle se limite à constater les dégâts en bonne et due forme, qu'ils soient de nature métier avec l'éloignement du service public de nos usagers, ou de nature humaine et RH avec de nouvelles contraintes quotidiennes pour nos collègues, et les coûts engendrés bien entendus.

Notre obstination pose sans doute question : pourquoi nous acharnons-nous à obtenir un écho quelconque dans ces discussions qui nous sont tellement et depuis si longtemps défavorables ?

Nous empruntons notre réponse à un écrivain anglais (Thomas Gibbons) :

Aussi vrai que « », seule une mauvaise décision séparerait une cinquantaine de personnes pourtant très investies d'un dommage irréversible et incalculable.

Nous aurons naturellement et par ailleurs l'occasion de nous exprimer plus avant sur les autres sujets que vous avez inscrits au programme de cette journée.

Les élus de la CFDT en CSAL :

Jean-François MAILLET – Titulaire – Trésorerie Hospitalière de Lille CHU
Simon DHELLIN – Suppléant – SIE de Tourcoing
Ophélie XERRA – Experte – SIP d'Armentières